

### *Le budget*

tion se sont plaints des compressions budgétaires imposées dans tous les programmes. Je suis obligé de me dire, comme le comédien Yakov Smirnoff: «Quel pays!»

Je me trouvais dans ma circonscription la semaine dernière. Le député de Calgary-Ouest et moi-même avons assisté à des réunions publiques. Tout le monde m'a dit: «Il faut imposer d'autres compressions pour réduire le déficit.»

**M. Keyes:** Tout le monde dit cela à Calgary?

**M. Richardson:** C'est exact.

Le député de Hamilton-Ouest devrait sortir. Je l'invite à assister au Stampede de Calgary et à parler aux Canadiens qui savent comment on équilibre un budget.

J'ai également entendu les députés parler des taux d'intérêt et contester les prévisions que le ministre des Finances en a faites dans le budget actuel. On a fait remarquer que les prévisions concernant l'année dernière n'étaient pas aussi précises que celles relatives aux années précédentes. À mon avis, aucun ministre des Finances de quelque pays que ce soit n'aurait pu prévoir les taux d'intérêt de l'année qui vient de s'écouler.

**Une voix:** Comment ont-ils grimpé si haut?

**M. Richardson:** Eh bien, toutes les entreprises et les institutions financières font des prévisions sur les taux d'intérêt. C'est sur quoi elles basent leur affaires pour la prochaine année.

Lorsque j'ai entendu des gens critiquer le ministre des Finances pour avoir prévu un taux d'intérêt de 11,1 p. 100 pour l'année en cours, j'ai également mis cette prévision en doute. J'ai demandé au ministre comment il était arrivé à ce taux. Je me suis également adressé aux 20 institutions financières les plus importantes du pays. Les banques et les plus importantes sociétés de fiducie et maisons de courtage du pays doivent elles aussi faire des prévisions économiques et des prévisions des taux d'intérêt. J'ai voulu connaître le taux d'intérêt moyen que ces vingt institutions financières canadiennes de premier plan prévoient pour l'année à venir. Le taux d'intérêt moyen qu'elles prévoient est de 11 p. 100 pour 1991.

Si les députés se donnent la peine de consulter leurs documents budgétaires, ils verront que le ministre des Finances a fait en réalité une prévision très prudente de 11,1 p. 100. Il a de fait prévu un taux d'intérêt plus élevé que celui que prévoient toutes les institutions financières de premier plan au Canada qui gagnent leur argent à ce jeu.

Le gouvernement a été élu il y a six ans avec un objectif essentiel: maîtriser les finances nationales. Cet objectif a

eu la priorité sur tous les autres parce qu'il le faut. Je viens d'écouter mon collègue du Comité des finances qui comprend le problème du déficit. Nous ne nous accordons pas toujours sur les origines de ce déficit, de cette dette de 200 milliards de dollars dont nous avons hérité du gouvernement précédent. Aucun autre objectif ne peut être envisagé, proposé ou planifié sans qu'on ne possède d'abord les dollars pour le réaliser.

L'environnement a besoin d'être nettoyé. Nous le reconnaissons tous. Cela ne peut se faire sans argent. La volonté politique ne suffit pas.

Nos pauvres et nos chômeurs ont besoin des outils et de la formation nécessaires pour devenir autonomes et productifs. Il y faut plus que de beaux discours sympathiques. Il faut des dollars.

Notre système de soins de santé est l'un des meilleurs au monde. Il ne peut être supporté éternellement sans un montant croissant d'argent. Nous n'avons plus autant d'argent. Nous sommes endettés jusqu'aux yeux. Grâce à ce budget-ci, nous réussissons finalement à nous hausser sur la pointe des pieds pour regarder par dessus la montagne de dettes créée par les gouvernements précédents et entrevoir un avenir prospère et indépendant.

Chaque ménagère, chaque homme d'affaires et chaque Canadien savent qu'ils ne peuvent dépenser que ce qu'ils gagnent sous peine de s'endetter. Et il faudra finir par payer cette dette. Quiconque a eu des dettes sait qu'il faut faire des sacrifices pour les rembourser. C'est au prix d'efforts constants et concertés que l'on peut s'acquitter de ses dettes et repartir à zéro.

En 1984, à notre arrivée au pouvoir, il était clair que la situation financière du pays était dans un état lamentable et qu'il ne serait pas facile de venir à bout du problème. La dette nationale s'élevait à 200 milliards de dollars et les dépenses du gouvernement précédent au chapitre des programmes avaient été, un an auparavant, supérieures de 16 milliards de dollars à ses recettes. Quelles conséquences pareille situation entraîne-t-elle? Nous sommes entrés en fonction en 1984. Nos prédécesseurs nous ont légué non seulement une dette de 200 milliards de dollars, qu'ils avaient accumulée depuis une dizaine d'années, mais aussi des dépenses très élevées, intégrées dans le système et indexées ainsi que des recettes très basses. Tel est l'héritage que nous ont laissé les libéraux en 1984.

Il nous a fallu augmenter les recettes et freiner la hausse des dépenses avant de parvenir à équilibrer le budget et à nous attaquer au problème du remboursement de la dette nationale, legs des libéraux.

**Une voix:** Au taux d'intérêt de 20 p. 100.